

**DELIBERATION N°2022.06.10**  
**SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 08 JUIN 2022**

L'an Deux Mille Vingt-deux, le huit juin, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

**Présents :**

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR, Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M JOLY, M PALTRINIERI, M COLAS, , M FAVIER, Mme COLLET, M CHAVET, M LAUMAIN, Mme RAMPON, Mme PIERI, M BERNON, Mme PAWLOWSKI, M CHUZEVILLE, M OZENFANT, M COLOMBIER, Mme SEGURA, M ANDREO, M BRIZE, Mme JANODY.

**Pouvoirs :**

Mme EYSSERIC donne pouvoir à Mme REIX

Mme ROUX donne pouvoir à M ZWISLER

Mme CHARVET donne pouvoir à M COLOMBIER

Date de Convocation du Conseil Municipal : 02 juin 2022

Nombre de Conseillers : 29

En Exercice : 29

Présents : 26

Votants : 29

Mme REIX a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

**REVERSEMENT DE LA TAXE D'AMENAGEMENT A LA CAVBS**

M le Maire expose à l'assemblée que la Communauté d'Agglomération de Villefranche Beaujolais Saône a approuvée le 30 décembre 2021, la loi de finances 2022 (loi n° 2021-1900) modifie, via son article 109, l'article 331-2 du code de l'urbanisme relatif au reversement de la taxe d'aménagement.

Ainsi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le code de l'urbanisme prévoit que lorsque la taxe d'aménagement est instituée et perçue par les communes, tout ou partie de la taxe perçue par la commune est reversé à l'établissement public de coopération intercommunale dont elle est membre.

L'obligation de reversement de la taxe d'aménagement des communes à la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône concerne le périmètre de l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération.

Cette disposition législative s'applique sur la taxe perçue sur les permis de construire, permis d'aménager et déclarations préalables de travaux déposés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Il est toutefois précisé que les modalités de paiement échelonné de cette taxe n'entraîneront pas d'effet sur le budget des communes en 2022.

Cette obligation de reversement inscrite dans la loi va plus loin que le pacte financier et fiscal approuvé par le Conseil communautaire en date du 15 décembre 2021. Il est proposé de s'en tenir aux dispositions du pacte et notamment de son action n°5 qui prévoit le reversement de la taxe d'aménagement des communes à la Communauté d'Agglomération, sur un champ limité aux zones d'activité économique pour toutes nouvelles installations soumises à autorisation d'urbanisme, et de procéder à l'harmonisation du taux de la taxe sur le territoire.

Confirmant le pacte financier et fiscal, et dans le respect des dispositions législatives qui prévoient désormais un partage obligatoire de la taxe d'aménagement, il est donc proposé une convention type avec chaque commune fixant les modalités du reversement de la taxe d'aménagement perçue par les communes sur les zones d'activité économique pour les autorisations d'urbanisme délivrées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Concernant l'harmonisation des taux proposée dans le cadre du pacte financier et fiscal, la définition du taux relevant des communes, la Communauté d'Agglomération propose de porter le taux à 5 % sur l'ensemble du territoire, sauf taux majoré existant en application de l'article L331-15 du code de l'urbanisme. Les communes doivent délibérer en ce sens, avant le 30 novembre 2022, pour une entrée en vigueur du taux au 1<sup>er</sup> janvier 2023, et informer la Communauté d'Agglomération des dispositions prises et de toute évolution y afférent.

Conformément à l'article L.331-2 du code de l'urbanisme, les conditions de reversement de la taxe d'aménagement à l'établissement public de coopération intercommunale sont adoptées par délibérations concordantes du Conseil municipal et du Conseil communautaire.

Vu :

- Les articles L 331-1 et suivants et R 331-1 du code de l'urbanisme ;
- Le pacte financier et fiscal de la Communauté d'Agglomération Villefranche-Beaujolais-Saône approuvé le 15 décembre 2021 ;
- Le projet de convention à intervenir entre chaque commune et la Communauté d'Agglomération ;
- Le rapport ci-dessus.

Entendu l'exposé du Maire,  
Après avoir délibéré à l'unanimité,  
Le conseil municipal :

- APPROUVE le principe du reversement à la Communauté d'Agglomération de la taxe d'aménagement perçue par la commune auprès des entreprises situées sur les zones d'activités, pour les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

- APPROUVE la convention afférente à intervenir entre la commune et la Communauté d'Agglomération ;

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir avec la Communauté d'Agglomération.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents.

Jassans-Riottier, le 08 juin 2022

Jean-Pierre REVERCHON  
Maire

